Revue 1986-1987

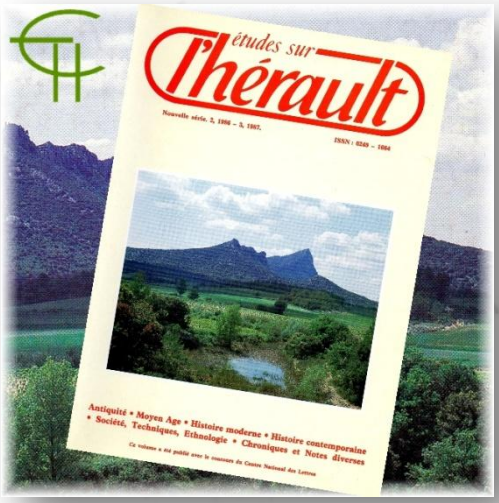
http://www.etudesheraultaises.fr/

Article : Vers un regain des recherches sur le maquis ?

Auteur (s) : ..... *Gérard BOULADOU*

Nombre de pages : *6*

Année de parution : 1987



Vers un regain des recherches sur les maquis et la libération dans le midi de la France ?

par Gérard Bouladou

I. Colloque sur les Maquis, Paris 1984, et autres travaux

Au moment où il nous était demandé de faire le point sur les recherches passées ou possibles dans l'avenir sur les maquis de notre région, quarante deux ans après sa libération, nous tombions sur un article fort « grinçant » [1] qui reprochait un « esprit restrictif », qui « faussait tout », au ministre organisateur d'un colloque sur les maquis, tenu à l'École militaire en novembre 1984. En effet, pour traiter un sujet bien spécifique on avait préféré inviter les Associations de maquisards (cinquante-sept sur soixante-dix répondirent à l'appel) plutôt que des formations contenant des types très variés d'anciens combattants de la Résistance, en souhaitant bien favoriser les « maquisards du rang » et faire rencontrer chercheurs et acteurs ou témoins du passé [2].

Notre région (R3) a eu, par ailleurs, la chance de voir son chef F.F.I. Gilbert de Chambrun (« Carrel ») évoquer récemment [3] son aventure (au sein de souvenirs qui s'égrènent de 1933 à 1945). Disons que, pour nous qui avions basé notre enquête sur les plus humbles combattants, il n'a pas été désagréable de constater que les points de vue exprimés dans ce livre coïncidaient avec ceux que nous avions dégagés il y a dix ans et après vingt ans de recherches.

Enfin [4] l'annonce dans la presse locale de tenues de réunions de ceux qui avaient gardé la nostalgie des « Chantiers de Jeunesse » (C.J.F.) du temps de Vichy qui pouvaient certes mener à tout (à tous les combats) mais à condition d'en sortir, nous a poussé à relire l'opuscule que nous avait envoyé un jeune chercheur d'Outre-manche venu nous consulter, il y a quelques années lorsqu'il préparait sa thèse sur la jeunesse française de 1940 à 1944.

Ceux qui veulent retrouver dans des réunions d'anciens le souvenir des « Chantiers », leur camaraderie et leur « brassage social » les considèrent comme les « oubliés de l'histoire » (mais ne leur rendrait-elle pas ainsi le meilleur des services ?) Imbus, grâce aux C.J.F. de « l'esprit de sacrifice et de responsabilité, du sens de l'honneur et du besoin de servir », ces « soldats citoyens » (ces termes paraissent bizarres pour évoquer une période où le mot de République et la formule Liberté-Égalité-Fraternité étaient rayés du vocabulaire officiel et un milieu où tout échange de points de vue était banni) prêts pour le « renouveau national » fournirent beaucoup de « héros de la Libération ». Mais comment auraient-ils pu, ces jeunes gens, échapper à ces huit mois de service obligatoire (les autres mouvements de jeunesse de Vichy ne contenant que des volontaires n'absorbaient que 15 % des « jeunes » à moins de partir outre-mer ou s'engager dans l'Armée d'armistice et, obligatoire aussi ; était au printemps ,de 1943 le départ bien organisé pour aller travailler « à défendre la civilisation » (disait-on alors) au profit d'Hitler dont on dénonce aujourd'hui « fanatisme et idéologie ».

L'intérêt de la thèse de R. Austin tient surtout dans le fait que, sans négliger des interviews d'anciens des Chantiers (dont l'immense majorité n'a aucune envie de rejoindre une association) l'auteur a pu consulter les archives du Service de la jeunesse, des préfets pour Connaître les rapports entre les camps et le milieu humain, utiliser les rapports bimensuels des chefs (en général militaires de carrière, croyant en Vichy et utilisant ses vocabulaire et symboles) mais surtout connaître les documents de la commission de Contrôle postal analysant de nombreuses lettres de « jeunes » (ou venant de leurs familles), riche veine inexploitée qui éclaire sur la vie dans les huit « Groupements » de la région (dont trois étaient placés en haut lieu, parmi les huit pires au sein des cinquante deux créés en zone dite « libre » [5].

Point de départ : l'idéal scout du général fondateur [sens de la communauté, loyauté, initiative, hygiène physique et morale, harmonieux mélange de travail manuel au grand air, d'éducation physique (sport, hébertisme, « grands jeux ») intellectuelle, morale et même artistique (veillées)] utilisé dans une situation et une atmosphère très particulières remplacement d'un service militaire aboli pour maintenir une discipline collective contre un désordre possible après une débâcle, rééducation de la jeunesse par le travail et le sens du devoir pour régénérer la nation toute entière (après « mea culpa ») [6].

Endoctrinement ou neutralité ? Quelques exemples pris au cours du premier semestre de 1941 à Meyrueis on « serine » l'hymne au maréchal en attendant la visite d'un chef important ; au Vigan on critique les « anglo-gaullistes » ; à Saint-Pons la publication mensuelle « Malgré » répète que nul ne peut influer sur les événements et qu'il faut, à l'intérieur, laisser à d'autres « plus qualifiés le soin de punir et de purifier ». Toute idée de discussion sur un sujet politique ou social (ou sur le conflit mondial en cours) aurait semblé un retour aux jours (sombres pour certains) de 1936 !

En fait, un dur travail manuel (coupe forestière, extraction de tourbe, ouverture de routes, etc.) dans des conditions parfois très pénibles (le froid par exemple au nord de l'Aigoual ou l'eau sur l'Aubrac) proposé à des jeunes gens généralement peu habitués à lui, le besoin de nourriture (peut-être inégalement répartie pensait-on aussi !) et de sommeil suffisaient largement à réduire les activités « spirituelles ». Si, pour certains chefs la discipline était d'autant meilleure que le travail était plus accablant, les lettres des « jeunes » revenaient surtout sur le triptyque maudit : travail excessif, nourriture maigre, discipline sévère (avec menace de tonte, prison ou d'une sorte de bagne nommé « Camp 40 » dans le Cantal).

En novembre 1942, avec le débarquement allié en Afrique du Nord (et la brève équipée de De Lattre) il semble qu'il y ait eu un « frémissement » : certains chefs auraient extériorisé leur désir de revanche et d'expulsion de l'occupant... Mais, revenu d'Alger, le général donne des ordres fermes qui font cesser le doute (estime-t-on officiellement) en invoquant le spectre de la guerre civile.

Au printemps suivant, on demande aux membres de l'A.D.A.C. (les anciens), autorisés à pénétrer dans les camps, d'expliquer aux « jeunes qu'il faut se préparer à partir « pour défendre la France contre le bolchevisme international », le travail en Allemagne étant la ligne de défense contre les risques d'explosion interne, la protection de la maison et de la famille du « joug bolchevik » (le communisme étant plus dangereux que l'Allemand, ne pas écouter la propagande alliée !).

A Marvejols les ordres ont été exécutés « avec une précision militaire » : une liste de cent quarante hommes à fournir est allongée par avance et par précaution effectivement il y aura trente tentatives d'évasion dont neuf réussies.

Dessin de la ferme de l'Arrêt (sur la Séranne à 700 m d'altitude) fait en 1929 par l'instituteur du hameau du Coulet, M. Teissier. Le maquis Valmy fut implanté là de juin à août 1944.

Au cœur de l'Hérault, A.D.A.C., aumôniers « forces de l'ordre » (on déplore partout que la brigade de gendarmerie de Clermont-l'Hérault ait montré moins de fermeté que d'autres) ont poussé aux roues, exhortant les jeunes et veillant sur leur départ. Le principal responsable ici est satisfait car « ce facile départ prouve l'esprit des chefs et des hommes et leur sens du devoir et de la discipline » et de « souligner combien son équipe et les chefs de groupe ont travaillé en coopération avec la police et autres autorités ».

A Laissac, quand arrive l'arrière-garde du groupement de Saint-Pons (les malades) repliée à son tour loin de la côte, elle trouve un préfet satisfait car tout le monde était parti vers l'Allemagne « tranquillement et avec soumission » (sauf la minorité bien pourchassée et

récupérée par la gendarmerie et la police de Rodez, apprend-on par la suite). Mais ce fonctionnaire commence à constater que l'opinion publique « sympathise avec les déserteurs ». Même impression pour le groupement qui vient d'arriver à Mauriac où déjà les « hors-la-loi » attaquent les camps. A Marvejols, en ce début d'été, atmosphère lourde (c'est la faute au Maire, aux gaullistes, aux familles juives !) et de même autour de Saint-Affrique, y compris dans des milieux de notables ou de paysans que leurs opinions politiques ou religieuses devraient lier à la Révolution nationale.

Fig. 2 - Croquis montrant l'implantation du maquis Bir-Hakeim (fin août) et l'attaque en tenaille par les Allemands au matin du 10 septembre 1943. La manœuvre allemande échoua partiellement par suite du retard pris dans les gorges d'Héric.

On avait menacé ceux dont les oreilles resteraient sourdes à l'appel du devoir. Pour « défendre la civilisation occidentale » P. Laval fait veiller à ce que les évadés soient repris et, depuis le camp le plus proche du lieu de l'arrestation, envoyés en Allemagne « dans des conditions spéciales ». Par contre, les lettres des victimes crient à la trahison, à la brutalité des départs sans adieux possibles à la famille, exprimant colère et mépris vis-à-vis des cadres.

Pour finir, c'est dès la fin d'août, le départ de la « 43 » (réservée au territoire français) vers usines d'armement, arsenaux, poudreries, puis la prise en main directe par le ministre du Travail, M. Déat, de ce que certains ne considèrent plus que comme « une nouvelle forme d'esclavage » et les désertions reprennent.

Pour les chantiers demeurés dans une nature de plus en plus garnie de « réfractaires » et qui ne font plus figure que de symboles attardés de « Vichy » (tandis que, de plus en plus de Français voient la Patrie dans la Résistance) il ne s'agit plus que de défendre sans couardise (à Meyrueis en novembre par exemple) nourriture, tentes, couvertures et outils contre ces « terroristes » qui ne peuvent être que les fourriers de la « guerre civile » inévitable

En gonflant ses effectifs, le maquis a transformé la Résistance au point d'en devenir presque synonyme avec toute sa valeur mythique.

De la mi-1942 à l'automne de 1943, ces réfractaires qui se jettent dans la nature [7] (même si une faible proportion d'entre eux deviennent vraiment des maquisards) plongent dans l'imprévu ceux qui avaient provoqué leur choix par une propagande dont les réfractaires prouvent l'impact au dépens de Vichy et d'Hitler.

A côté de quelques opposants obligés de se cacher dès 1941 ou 42, c'est l'arrivée d'une masse [8] (dont l'importance inquiète certains résistants) qui veut se cacher, se battre ou parfois peut-être « pêcher en eau trouble ». Outre l'aide locale indispensable, on réclame l'aide nationale : pendant un an (avril 1943-mars 1944) le « Service Maquis » va recenser, financer, ravitailler, équiper et soigner (ou tenter d'y parvenir) en donnant très tôt de saines directives (pas de groupes de plus de vingt cinq ou trente hommes et, surtout, jamais de réduits, ni désœuvrement ni action trop précoce, attitude correcte, écoles de cadres), mais sans moyen d'action sur les parachutages d'armes. Il disparaît quand son chef soumis à l'A.S., celle-ci elle-même se fond dans les C.F.L. dans lesquels l'Action ouvrière augmente son rôle (alors que Londres ou certains chefs prêchaient l'attentisme) et tandis que, pendant l'été 44 les levées spontanées [9] bouleversent la structure des maquis (en liaison maintenant avec ceux de l'O.R.A. et des F.T.P. au sein des F.F.I.)

Va-t-on partir pour l'Allemagne ? (en Vendée, favorable au régime on est beaucoup parti, dans les Cévennes « républicaines », très peu), aller se « planquer » (ferme ou chantier discret), se préparer au combat ? [10] Combien de réfractaires ? Combien de maquisards parmi eux ? Des travaux achevés par de nombreux correspondants du C.H.G. [11] ; des chiffres jaillissent (Isère 10 %, Jura : 20 %, Landes : 19 %) donnant le pourcentage de maquisards par rapport aux réfractaires. Dans l'Aude, département agricole, 50 % de réfractaires mais seulement 6 % de maquisards. L'agriculteur se cache chez lui (ou à côté) le citadin va où il peut ! Le long de la frontière (Ariège, Hautes-Pyrénées) les chiffres doivent tenir compte du passage de la chaîne plus fréquent qu'ailleurs [12].

Et surtout les chiffres varient quand on compare juin et septembre 1942, mars 1943, août 1944, etc.) sur deux ans et plus en fonction de facteurs très variés (climatiques, militaires, législatifs ...). On régularise parfois sa situation (pour les deux tiers des réfractaires dans le Jura ou les Alpes Maritimes) en embrassant certaines activités tolérées par l'occupant. Par contre, certains permissionnaires revenus d'Allemagne n'y repartent pas et à la fin du printemps et au début de l'été 1944 ce sont des volontaires d'âges variés qui gagnent le maquis pour se battre.

« Plus beau cadeau » fait, certes, « par l'ennemi à la Résistance » le S.T.O. a risqué d'étouffer « l'armée de l'ombre » mais aussi a fourni des combattants potentiels dans des zones « privilégiées » qui vont connaître guérilla et self libération.

Mais l'étude probablement la plus originale de ce colloque est « l'amorce de réflexion » sur « un immense champ d'étude » (13) car nombreux furent les facteurs qui influèrent sur les relations entre maquis et population (parfois très différentes selon l'époque et les effectifs) en ce « face-à-face inattendu ». Pour l'auteur mensonges et vérités ont abondamment jailli après la Libération en un ensemble confus et déformé de clichés et légendes avec la perception dégradée des « maquisards de septembre » ou la comparaison avec une armée régulière (et, ajoutons quant à nous, l'audace croissante des « collabos », ou passifs en mesure que le risque de châtiment s'éloignait...).

Partant de l'exemple des plateaux de l'ouest du Massif central et de sa bordure aquitaine, Laborie a senti [14] le poids de l'histoire lointaine et des opinions récentes, la solidarité, la complicité, la compréhension (plus fortes encore s'il s'agit « d'autochtones » et surtout des « siens ») les vieilles traditions rurales rejetant l'autorité, l'administration centrale et ses règlements (donc le S.T.O.), le mutisme et la sympathie à l'égard du délinquant, le réflexe d'autodéfense collective et aussi l'individualisme qui, malgré des cas de « bavures » ou même de trafics et d'exactions (des « maquis noirs ») et l'apport de l'insécurité (ainsi que de besoins supplémentaires à satisfaire) ont entraîné la création d'une véritable infrastructure. Finalement le maquis agissait comme un « virus » provoquant ou accélérant une prise de conscience collective se traduisant lors de manifestations (défilés, obsèques) malgré l'action d'une propagande ennemie exacerbée et parfois même vivifiée par la répression !

« Action immédiate ou action à terme » [15] quand faut-il jeter dans la lutte ces groupes disséminés dans les montagnes et qui peuvent devenir des instruments de combat redoutables ?

Retarder le jour de l'action, c'est tenir compte, au milieu d'une occupation dense par un ennemi intact, du manque d'armes, de cadres, d'instruction militaire ; c'est tenter de mener des actions trop faibles, sources d'échecs et de représailles, se découvrir prématurément (et dévoiler des terrains de parachutages), négliger les plans alliés. Quant à l'idée d'insurrection nationale d'abord évoquée par Londres, elle est « oubliée » et semble de plus en plus redoutée par les Alliés parce qu'incontrôlable.

Mais l'action immédiate peut procurer ravitaillement, équipement, armement, seul véritable entraînement; elle combat l'inertie, mère du désœuvrement, de l'indiscipline, du découragement et de la désertion au profit d'autres groupes plus actifs (ou de l'abandon pur et simple). Elle oblige l'ennemi à la fois à se fixer où il ne le souhaiterait pas et à se disperser pour pouvoir surveiller ; une réaction cruelle de sa part peut stimuler maquisards et entourage. On peut penser aussi, pour l'A.S., ne pas laisser toute la gloire aux F.T.P. ou, pour les militaires, ne pas être présentés comme une caste de techniciens inutiles [16].

Enfin qui doit-on de préférence écouter : le C.O.M.A.C. (émanation du C.N.R.) qui rêve d'insurrections, le D.M.R. qui distribue consignes et armement parachuté ou telle équipe tombée de Londres ou Alger ? En fait, la complexité des cas (valeur du terrain, importance des effectifs ennemis, éloignement des troupes amies) exclut « tout manichéisme » conclut l'auteur, « la guerre, domaine des aléas, se réduit difficilement à la théorie, encore moins la guérilla clandestine, domaine de l'individuel où les liens hiérarchiques ont tant de mal à se tisser et qui s'avère être une

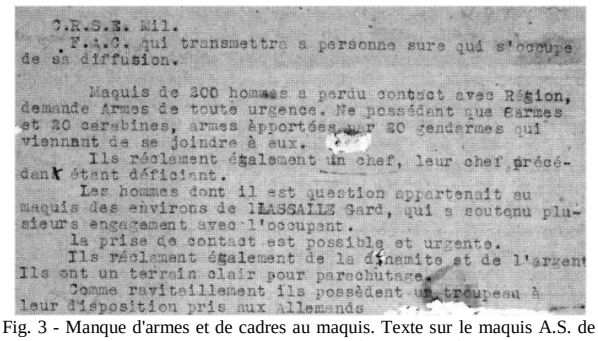
adaptation permanente à une situation incertaine et toujours mouvante. Il n'y a pas un choix mais des réponses différentes que le chef sera bien obligé de déterminer dans sa solitude extrême ».

L'expression d'une conception d'ensemble progressivement forgée par le Parti communiste [17] (dont émane le Front national menant la lutte avec sa branche militaire les F.T.P.) du combat clandestin, l'auteur l'a pu dégager en lisant l'ouvrage de Tillon, la presse clandestine (« France d'abord ») et les textes de diverses consignes.

Les F.T.P. sont présentés comme des groupes urbains ou ruraux de résistants vivant chez eux ou en « planque » (si nécessaire) « légaux » donc ou « clandestins » qui se rassemblent pour une action puis se dispersent, leurs armes cachées. Certaines unités vont vivre dans des « camps » (pas de mythe du maquis ni même d'emploi officiel de ce terme romantique), d'autres toujours en ville. Les membres de celles-là doivent collaborer avec le milieu rural, fournir des bras en échange de ravitaillement tandis que partisans et paysans participent à la surveillance et à la protection mutuelle contre le terrorisme de l'ennemi. On doit élever le niveau militaire (tout en réservant les très rares armes à ceux qui combattent) par passage du réfractaire indécis et passif à la recrue motivée qu'on instruit puis entraîne par des actions modestes mais graduées et enfin au combattant aguerri, tout attentisme étant rejeté.

Pas de vastes campings, gros et lourds, où on tient en conserve une jeunesse avide de lutte (masse de maquis, ou plutôt de camps et non maquis de masse !) : des équipes de huit hommes, bien cachées, discrètes et très mobiles, vivant à quelques kilomètres les unes des autres et formant ensemble la trentaine elle même rattachée à une « Compagnie » (« gouttes de mercure et non soldats de plomb »), la moindre action heureuse étant divulguée et exaltée par la presse clandestine du Parti. Après les clandestins poursuivis par Vichy (1940-1942) c'est une surabondance de réfractaires que les fermes ne peuvent totalement absorber. Les camps (« c'est la forme la plus noble du combat dans les lieux sauvages ») sont capables de fixer l'ennemi et fournir le terreau « où vont pousser les futurs combattants de l'insurrection », les villageois voisins bien encadrés (au même titre que les citadins) dans les « Milices patriotiques ».

« Trahie par Vichy en 1942, l'O.R.A. [18] crie bien haut son apolitisme imperméable à toute propagande ainsi que son refus de tout « terrorisme urbain ou d'action immédiate ». Elle ne veut être qu'un prolongement de l'Armée, l'avant-garde et l'auxiliaire des troupes débarquées en lesquelles elle souhaite se fondre aussitôt [19] que possible après avoir évité des pertes inutiles à la population.


O.R.S.E. Mil.
F.A.O. qui transmettra a personne sure qui s'occupe de sa diffusion.

Maquis de 200 hommes a perdu contact avec Région, demande Armes de toute urgence. Ne possédant que 6armes et 20 carabines, armes apportées par 20 gendarmes qui viennnant de se joindre à eux.

Ils réclament également un chef, leur chef précédent étant déficiant.

Les hommes dont il est question appartenait au maquis des environs de LASSAILLE Gard, qui a soutenu plusieurs engagement avec l'occupant.

la prise de contact est possible et urgente.

Ils réclament également de la dinamite et de l'argent Ils ont un terrain clair pour parachutage.

Comme raviteillement ils possèdent un troupeau à leur disposition pris aux Allemands

Fig. 3 - Manque d'armes et de cadres au maquis. Texte sur le maquis A.S. de Lasalle (Gard) fourni par les responsables du réseau *Gallia* à Montpellier vers la mi-juin 1944 et concernant un groupe cévenol implanté à 10 km à vol d'oiseau des limites de l'Hérault (futur maquis Aigoual-Cévennes) que venaient de rejoindre les 6 brigades de gendarmerie voisines. Le ravitaillement en armes arriva le 12 juin, quatre jours avant l'attaque allemande du Château de Cornély.

Mis à part camouflage (avant et après novembre 1942) et récupération d'armes (activités au bilan très variable) liée aux États Majors d'Outre-Mer, l'O.R.A. prévoit seulement trois, et bien distinctes, activités (et très peu de gens, sauf nécessité absolue, vivant cachés dans la nature) jusqu'au jour « J » réception et stockage d'armes de parachutages en des lieux discrets, équipes de renseignements (parfois une action sur ordre d'en haut) et « noyaux mobilisateurs » autour desquels se rassemblent (et à ce moment seulement) les volontaires « planqués » ou légaux, réfractaires ou militaires en congé.

Utilisant des armes cachées (mais pauvres en munitions) et surtout parachutées avec une relative abondance (avant ou après juin 44) dans le Midi, l'O.R.A. se caractérise par sa richesse en cadres [20] souvent se connaissant déjà (officiers d'active, mais aussi réservistes, retraités voir gendarmes ou chefs des Chantiers). Il semble que les jeunes officiers frais émoulus de l'école d'Aix-en-Provence et certains sous-officiers aient été assez à l'aise dans des opérations de guérilla d'un style nouveau pour eux. Particulièrement réceptifs aux ordres venus de Londres ou Alger, certains chefs, dans le Midi, ont en conséquence été spécialement gênés par les ordres et contre-ordres de juin 1944. Quant aux chercheurs actuels, ils ont du mal, et plus qu'ailleurs, à trouver des renseignements car les cadres âgés ont déjà disparu et d'autres partant dès 1945 en Extrême-Orient, n'ont pas couché leurs aventures « à chaud » sur le papier.

En ce qui concerne les montagnes de « R3 » après deux affaires malencontreuses en Aveyron en août 1944, l'O.R.A. descendu du Massif central, encadre un bataillon de la Brigade légère du Languedoc en septembre et fournit la moitié des éléments de l'État Major régional à Montpellier.

Dix articles [21] et une conclusion d'Henri Michel qui, après avoir souligné à la fois l'importance et la connaissance trop sporadique encore des maquis pour lesquels il faudrait réparer une évidente injustice [22] propose des lectures de bibliographies, problématiques, questionnaires conçu par des spécialistes, et sept axes de recherches, tel est le contenu de la brochure sur le colloque de 1984.

Il faut étudier les cadres, les services s (les auxiliaires du maquis), l'identité (et la cause de la présence) de chaque maquisard, les effectifs réels (et souvent variables), l'armement (et le rôle des Alliés en ce domaine), les actions et leur efficacité réelle (morale autant que matérielle), le destin des maquisards après la Libération (armée, police, déviation peut-être ?).

Des chercheurs isolés, des correspondants départementaux, des équipes peuvent toujours faire remplir des questionnaires, retrouver et rassembler encore quelques papiers, bâtir des monographies puis des études régionales qui deviendront peut-être un jour nationales ou internationales même (des auteurs allemands ou anglo-saxons travaillent de leur côté sur la guerre) : ce colloque aurait alors, comme le souhaite l'ancien secrétaire général du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale [23], servi heureusement de « tremplin ».

Consacrant peu de place aux maquis (on aimerait, par exemple, avoir plus de détails sur le changement de chef régional de cette branche au début de 1944) et s'intéressant moins aux dates qu'aux hommes qu'il a côtoyés et dont il précise, le cas échéant (et donc trop souvent malheureusement) le destin tragique en préférant oublier de préciser les noms de ceux qui ont failli après arrestation, le chef régional F.F.I. Gilbert de Chambrun évoque ainsi les luttes de l'été 1944 en dehors de la plaine (où logiquement l'aviation seule pouvait jouer un rôle décisif) les plans de sabotage furent exécutés (touchant rail, électricité, liaisons téléphoniques) et les coupures entretenues mais on ne pouvait couper toutes les routes trop nombreuses (ce qui d'ailleurs aurait gêné les déplacements des maquisards eux-mêmes le moment venu) ; on ne pouvait, sur ce point, que compter sur des embuscades avec quelques minutes seulement de feu possible mais entraînant souvent un gros effet psychologique [24] aussi bien sur une garnison (à Mende on se croyait entouré par 3 000 « terroristes ») que, et plus encore, sur une troupe en déplacement [25].

Point essentiel : « les maquis engagèrent ces combats de leur propre initiative exploitant au mieux les circonstances. Il ne faudrait pas recueillir de ce récit que le commandement ait été à même d'orchestrer les opérations » (le D.M.R. « Trapèze » se trouvait jusqu'aux dernières heures d'avant Libération à Laguiole, sur l'Aubrac, son adjoint à Fraisse-sur-Agout) et les moyens de transport étaient lents pour mener une opération d'envergure avec des éléments rassemblés » (souvent des camions gazogènes usés).

Et, auparavant, et pour le début de juin, sur un plan national, l'auteur notait que le commandement que l'on faisait exercer depuis l'autre rive de la Manche au général Koenig sur la masse des maquis éparpillés lui paraissait être plus formel que réel.

Pour la région dont il devient chef F.F.I. (Torcatis abattu et Labat provisoirement captif) lors de la réunion de Revel (avec le grade de colonel) il observe que les chefs départementaux (qu'à souhaité voir nommer le D.M.R. avec grades fictifs de commandants) sont tous issus des C.F.L. car l'O.R.A. (déjà contactée) et les F.T.P. (avec qui la liaison s'avère difficile par suite des méfiances, des différences de zones qui se chevauchent et du particularisme des chefs) ont des effectifs beaucoup moins importants.

En ce qui concerne la tactique, il signale avec amusement la réplique de « Suberville » (« Janvier » d'Action ouvrière, peu après chef pour l'Hérault) qui préfère les maigres « haricots verts » (formation allongée, souple et continue : maquis entourés d'un réseau de complicité armée dans les fermes et villages) aux « haricots blancs » (groupes qui sans dépasser chacun cent cinquante hommes parsèmeraient un relief) prônés par un officier parachuté au cours de cette réunion de Revel des grands chef [26] régionaux.

L'apothéose pour le commun des maquisards paraissait se situer le 2 septembre 1944 avec le défilé de deux mille d'entre eux [27] devant le

général de Lattre de Tassigny, fier de revenir en chef d'armée avec ses chars dans une zone où il avait été arrêté et humilié deux ans plus tôt. Six mois plus tard en Alsace (le vent ayant quelque peu tourné à Paris) ce dernier faisait éclater sa colère contre celui qui avait osé le recevoir à Montpellier en tant que chef d'une région libérée par elle-même : « Je n'ai pas oublié avec quelle arrogance le gamin que vous êtes, investi de pouvoirs étendus par le hasard, a accueilli l'homme que je suis, commandant en chef de la Première Armée française » et le taxait aussitôt après d'un « monstrueux opportunisme ». L'accusé revit-il alors un certain général qui réunissait à Vichy la Cour qui condamnait De Gaulle ou qui, en 1942, sur l'Esplanade de Montpellier, passait en revue à côté de l'amiral Darlan de magnifiques troupes dont la moitié des officiers devait tout de même rester inerte pendant les vingt et un mois d'occupation du Midi ? Sur les bords du Rhin, pendant les dernières semaines du conflit, l'ex-chef régional se demande comment plus tard on jugera les gradés F.F.I. alors en Alsace : « ont-ils voulu racheter 1940, rester avec leurs hommes tant que péril il pouvait y avoir ou montrer un appétit de civils pour les galons que n'a guère envie de partager avec eux une caste qui accepte difficilement de cesser de l'être ». Carrel avait imaginé une armée française semblable à celle de 1792, mêlant bataillons de volontaires à troupes d'active (200 000 F.F.I. et 8 divisions d'Afrique) aux cadres de l'Armée d'Afrique ayant maîtrisé la technique moderne des combats brûlant de prendre la revanche de 1940 et, pour certains d'entre eux, de racheter leur attitude ambiguë après l'armistice. L'extrait, si caustique, de l'organe de 1'ANACR cité au début interroge ou affirme :

- Même si on prétend que « l'histoire n'est pas du journalisme » peut-on « parler de nous, sans nous ? »
- Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale n'ayant consacré que deux brochures (sur cent trente-cinq) au maquis, on laisse sous-entendre que « la montagne aurait accouché d'une souris » au moins en ce domaine...
- Le chiffre moyen avancé (10 %) donnant le pourcentage de maquisards par rapport aux réfractaires n'est-il pas exagérément faible ?
- Enfin on accuse (à propos d'opérations en Bretagne) d'affabulations [28] (sur chiffres, durées, faits), propagande, goût du culte de la personnalité, un ancien ministre communiste connu par son ouvrage sur les FTP. (et pour lequel on annonce un peu plus bas, avec une satisfaction évidente, une perte de procès face à l'ANACR).

Rattaché pendant une trentaine d'années au cabinet des Premiers Ministres, le C.H.G. n'a certes publié, dans ses revues trimestrielles qu'environ deux cent vingt pages (en comptant un article du n° 112) sur les maquis mais il s'agit de synthèses, fruits le plus souvent de longues années de recherche. L'œuvre d'ensemble est considérable : fichiers, cartes, brochures, thèses, bibliographies, etc.) car plus d'une centaine de correspondants départementaux ont procédé à des milliers d'interviews et passé des milliers d'heures aux Archives ou dans beaucoup d'autres administrations et beaucoup d'entre eux avaient participé à la lutte.

En lisant des travaux personnels dont la liste se trouve à la fin de cet article on s'apercevra que ce sont bien les directions indiquées par mon ancien « patron » Henri Michel que j'ai suivi il y a trente ans.

a) *désir* de savoir pour combattre l'ignorance et l'injustice ; mon maître Marc Bloch, fusillé peu avant le jour J, n'estimait-il pas que la subjectivité était au départ un bon aiguillon pour atteindre le résultat objectif, seul valable ?
b) *étonnement* : croyant œuvrer sportivement et presque uniquement dans la nature sauvage et le bloc-notes à la main pour l'interview, j'ai failli me retrouver « rat d'archives » car la documentation écrite même sur ce type de sujet est beaucoup plus considérable qu'on pourrait l'imaginer à priori.
c) *volonté* de connaître d'abord l'homme de la base, le combattant qui a couché au maquis et porté « fusil au col » et le rural (auxiliaire ou spectateur) puis monter vers les cadres.
d) *souhait, très fort*, d'avoir des échos « d'en face » par l'adversaire allemand en rêvant de réunir ainsi les deux moitiés du fruit de science.

Qu'exiger des mémoires quarante ans après ? Soyons pourtant optimistes pour les autres puisque « l'heure de l'histoire arrive ou est arrivée » a proclamé l'allocution qui ouvrit le colloque !

Et peut-être le chercheur dégagera-t-il mieux beaucoup de nos visages en méditant cette phrase (que je traduis de l'occitan) écrite à l'entrée du cimetière d'Aniane où repose un garçon de dix-huit ans cité au début de ma bibliographie : « La guerre qui est venue a été la guerre à la guerre. Ils sont morts pour leur pays et pour l'humanité ! ». Elle me fait irrésistiblement penser à quelqu'un qui me guidait sur la route forestière du col de Jalereste un beau matin d'été, neuf mois avant sa mort au combat de la Parade : Jean Rousseau [29].

Montpellier, février 1986

II. La libération dans le Midi de la France, Toulouse 1985, Montpellier 1986 [30].

Encadrement

G. Labedan ayant déclaré : à deux reprises les militaires de carrière ont été invités à rejoindre les forces du maquis ; les résultats sont restés médiocres encore dans l'ensemble (peu de sous-officiers encore moins d'officiers) [31], le général Céroni (l'un des adjoints de Pomiés qui termina l'ouvrage de celui-ci sur le Corps Franc, le C.F.P.) s'est insurgé contre la méchante légende du « naphtalinard » (le gradé qui conserva son uniforme avec le plus grand soin, dans un placard, jusqu'à la disparition complète de l'ennemi) hormis ces rares exceptions qui confirment toujours une règle. Pour lui, les militaires de carrière ont eu des activités résistantes variées et souvent très précoces (camouflage d'armes, renseignement, passage des Pyrénées, etc.), des chefs nationaux se sont illustrés et le Général de Gaulle disait avoir décelé très tôt une « espérance de combat apparente » chez presque tous les gradés. Non seulement l'O.R.A., le Corps Franc de la Montagne Noire, l'AS. mais même aussi les groupes « Veny » ou les F.T.P.F. recevaient et sollicitaient ces chefs de section inévitablement produits des Écoles (mais y enseignait-on la guérilla ?).

D'ailleurs Labedan reconnaît qu'une certaine circulaire (le 30 juillet) était peu encourageante (les cadres, une fois au maquis, doivent repartir du rang) et que le réel complément de gradés de carrière « qui rendirent incontestablement de grands services » était, parfois aussi, fraîchement accueilli par les maquisards de vieille date.

La lecture de nombreuses monographies fiables (quant aux dates et aux états) peut seule fournir la réponse objective et la vérité qui risque, comme toujours, de se trouver au milieu, entre deux thèses.

Effectifs

Au 1er septembre, une semaine après sa Libération, la Région R4 nourrissait 45 575 rationnaires et les engagements continuaient ! Or selon un inspecteur des maquis, l'effectif de ceux-ci était de 2 200 hommes (le Lot, rattaché en fait à R4 et plus particulièrement garni n'en comptait que 440 en février 1944). Certes H. Noguères fit, au passage et fort pertinemment, remarquer qu'en ce domaine la qualité (désir et capacité de combattre) primait la quantité. Mais les combats de Libération (18 au 23 août ici) ont été menés « par les hommes du maquis, ce qui signifie que les recrues du 20 août n'ont pas servi à grand chose » ; dans la troisième décade du mois « ne s'estimant pas, sans doute, suffisamment pourvues en effectifs, certaines formations, les F.T.P.F. entre autres, se livrèrent à un recrutement massif ».

Combats

Être ou ne pas être c'est-à-dire agir ou non (« les laisser partir ») ; sans prétendre vouloir interdire (sauf dans quelques cas) les mouvements de l'ennemi (en particulier sur les très grandes artères) ne pouvait-on, au moins, rendre cette retraite la plus meurtrière possible pensait « Ravanel » jeune polytechnicien et Chef des F.F.I. de R4 ?

Malgré le peu de moyens dont disposaient ces derniers (pénurie, d'ailleurs très variable, et entraînement insuffisant en ce qui concerne les armes lourdes, véhicules fourbus et coupures de routes gênant leurs propres auteurs, absence de transmissions avec ou sans fil et de spécialistes du renseignement, dispersion des groupes à peine unifiés même sur le papier et tout récemment, faible encadrement de spécialistes) face à des troupes nombreuses, aguerries, encore bien armées et disciplinées quoi qu'inquiètes, il était nécessaire d'obtenir bilan matériel (plus de quinze mille hommes perdus par l'ennemi dans ces deux régions) et bilan moral impondérable mais incontestable (le sursaut d'un pays encore capable de réagir).

« Ravanel » après avoir essayé d'obtenir l'unité (pour l'action) lors de l'insurrection (un terme venu de Londres, déjà ancien dans la bouche des résistants, et ne contenant pas de sens politique a priori) remarque que les petites garnisons (Foix, Auch) et les troupes dispersées sur les petites routes (évitant l'aviation et la traversée hasardeuse des villes insurgées, labyrinthes, bouchons ou même hérissons) ont fait les frais des opérations pour si peu que les groupes de maquisards se soient spontanément ameutés contre elles.

Il est évident que l'ennemi pouvait d'une part, imaginer les F.F.I. plus nombreux qu'ils n'étaient (sinon même en voir partout !), d'autre part, seulement propres à quelques sabotages furtifs ou à de très courtes interventions légères et sans grand effet. Il redoutait plus, dans l'ensemble, les puissantes formations blindées : quinze jours après le débarquement les chars américains contournaient déjà Lyon par l'amont, une semaine seulement après avoir atteint Grenoble et Avignon ! Entre le

mythe, trop prétentieux d'une réelle auto libération entre Adour et Ardèche et l'impression pénible de n'avoir été, (pour les maquisards) que « la mouche du coche », un juste milieu doit exister, là aussi.

Étrangers

Plus encore que les Polonais (vivant depuis longtemps fortement groupés dans les centres miniers) ce sont les Espagnols venus nombreux dans le Midi après la défaite républicaine qui ont joué un rôle particulièrement important et qu'on voit arriver les premiers dans Foix ou Rodez. Suspects dès avant 1940, surveillés, internés dans les camps destinés d'abord à les héberger, groupés en unités de travailleurs (G.T.E.) qui fournissent des bras à l'agriculture et aux mines mais aussi viviers où puisent les préfets pour pallier les défaillances vis-à-vis du S.T.O. en Allemagne (170 partants dans l'Hérault en avril 1943, 700 au total, en neuf convois, dans l'Ariège) ou pour les Chantiers de Todt, ils sont toujours sur le qui vive (dans la nature comme bûcherons, charbonniers, bâtisseurs de barrages ou dans les villes) avec leur passé de combattant et leur aptitude à la guérilla ou au sabotage et des filières d'évasion. Antifascistes, ils pensent, logiquement, qu'après avoir lutté pour la Libération de la France on les épaulera pour leur « reconquista » ; très particularistes, préférant être commandés par un des leurs (ce qui ne les empêche pas de se retrouver dans de nombreux maquis français) ils ont du mal à se ranger sous prétexte d'unité (U.N.E.) sous la direction d'un seul parti. S'organisant déjà dans l'Aude à la fin de 1942, ils forment, au nord de la frontière des « divisions » (la 4e pour le Tarn, l'Aveyron et l'Hérault ; la 26e pour les Pyrénées-Orientales, l'Aude et l'Ariège département très boisé où on les verra dans tous les combats, la 3e pour Lozère, Gard et Ardèche. En R4 on estime leur effectif à 2 000 hommes (4 000 à la Libération). A la fin de l'automne, mal armés et sans aide, ils pénétreront dans la province de Lérida avec l'espoir, la neige aidant, de s'y claquemurer au moins dans le Val d'Aran.

Épuration

A Montpellier, le colloque débuta par un débat (particulièrement suivi) sur l'épuration : Gilbert de Chambrun souvent mis en cause en ce domaine, était présent et à pu répéter la nécessité des tribunaux d'exception (comprise d'ailleurs par Alger six mois plus tôt).

Voilà vingt ans déjà que Marcel Baudot, inspecteur général des Archives (et « bras droit » de notre « patron », Henri Michel † en 1986), ancien chef départemental des F.F.I. de l'Eure, avait lancé, à l'échelon national des recherches destinées à faire un sort à certains chiffres démesurément gonflés ou au terme insultant de « règlement de compte » si souvent employé (sans parler de ceux de « bain de sang », « justice de classe » !)

Selon les normes fixées alors, J. Larrieu, notre jeune collègue des Pyrénées-Orientales, continuant l'œuvre de C. Fourquet, a pu présenter en octobre 1978 dans la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale ses intéressants tableaux commentés. Pour le département de l'Hérault, après avoir rempli d'épais fichiers, nous nous sommes contentés, jusqu'à ce jour, d'avancer des chiffres d'exécutions (les autres peines ayant été très vite ou progressivement atténuées) : en 1965 celui de 120 « *strictu senso* » (période d'un mois allant du départ de l'occupant à la fin de l'action des cours martiales), en 1974 celui de 160 « *latu senso* » (de décembre 1943 à la fin de l'année 1947) [32].

Nous avons admis une très mince frange d'erreurs (ou plutôt de cas difficiles à classer) mais pas oublié le cas d'individus si notoirement repérés pour leurs actions odieuses (délation, vol, torture) que certains groupes de choc ne leur ont guère (ou pas du tout) laissé l'occasion de moisir en prison, estimant qu'ils ne valaient ni « la corde pour les pendre » ni même l'encre d'un réquisitoire...

Quant à Robert Aron nous pensons que son décès n'a pu permettre sans doute que, dans de nouvelles éditions, disparaissent (comme il l'avait promis, face aux fermes et justifiées exigences de certains résistants) quelques élucubrations dont il s'était fait le vecteur pour notre région.

Organisation

A Toulouse H. Noguères et « Ravanel » avaient expliqué leur curriculum, leurs buts, leur comportement à la tête des régions et combien les grandes espérances et tant de communion d'idées sur tant de points (activité dans l'unité, inquiétude vis-à-vis de certains éléments parachutés, puis épuration, amalgame ou aide aux frères d'armes espagnols) avaient quelquefois débouché sur un goût amer (par suite de tractations politiques en R3) donné à la liberté et à la victoire.

A Montpellier, en marge du maquis, c'est l'évocation de l'activité et de l'impact d'« Action ouvrière », dont les sabotages firent un véritable effet de levain sur les hésitants, par son ancien chef régional « Janvier » (G. Suberville) ; ce dernier tient à souligner fortement l'autonomie de son groupe face à toute tendance (au point peut-être de passer sous silence l'appui, parfois essentiel, que lui donnèrent localement certains syndicalistes politiquement engagés).

H. Cordesse, déjà préfet de la Lozère promu par Alger mais encore clandestin, tapait, lui, vers la mi-juillet de 1944, depuis sa cachette de Javols, proche du maquis de la Margeride, les textes (d'abord non datés) organisant dans les bourgs du département des groupes de « sédentaires » à peine armés (milices patriotiques) préparant le changement de pouvoir tout en soutenant les F.F.I. (renseignement, surveillance, hébergement, ravitaillement, véhicules) il a commenté ses textes ici.

Montpellier, octobre 1986

NOTES

1. Les maquis et les historiens. Journal de la Résistance n° 935, janvier-février 1985 (organe de l'ANACR).
2. « Colloque sur les maquis », Paris, École militaire (22-23 novembre 1984), 147 pages, 4e trimestre 1985 (Institut d'histoire des conflits contemporains).
3. « Journal d'un militaire d'occasion », fin 1983, chez Aubanel (place Saint-Pierre, Avignon) par Gilbert de Chambrun, 150 pages.
4. « The Chantiers de Jeunesse en Languedoc 1940-44 », French Historical Studies, volume XIII, number 1, Spring 83 (p. 106-126), par Roger Austin auteur de la thèse: « The Educational and Youth Policies of the Vichy Government in the department of Herault 1940-1944 », Manchester University, 1981.
5. Saint-Pons, Le Bousquet d'Orb, Meyrueis.
6. Nous ne ferons qu'évoquer ici le but essentiel de cette recherche : quelle influence les chantiers ont-ils eu sur le « milieu » de leur implantation (et réciproquement) : série d'aspects positifs ou négatifs, variant selon l'époque et la zone avec des difficultés particulières au départ (1940) ou à la fin (1943-44) et un environnement qui diffère avec les opinions politiques ou religieuses en honneur là. Le beau rassemblement de deux jours à Mende en septembre 1942, semble être « l'acmé » de la vie de l'organisation.
7. F. Marcot, colloque sur les maquis (p. 13 à 31) : « Les maquis dans la Résistance ».
8. Mermet (*ibid*., p. 62) donne pour l'Ardèche, départs en Allemagne 2 100, réfractaires : 2 350.
- Pour Mende, écrit De Chambrun au premier départ 33 % de défaillants mais 96 % au second et 98 % au troisième !
9. Ce mouvement admirable comparable à « 1792 » (selon Marcel Baudot) qui se produisit ici fin mai, là au début juin, ailleurs en août, est différent du gonflement des maquis une fois les villes libérées (tel groupe de vingt hommes en compte soixante-dix quelques jours après sa descente...). De même des groupes sédentaires (qui ont pu rendre des services mais n'ont participé à la moindre escarmouche) ont été parfois glorifiés avec outrance dans un ouvrage sur « Bir Hakeim ».
10. P. Mermet, « Du S.T.O. au maquis », colloque p. 59 à 64.
11. Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.
12. Quant à la Corse, elle referma jalousement sur ses fils les plis de son relief.
13. « Les maquis dans la population », par C. Laborie, colloque p. 33 à 47.
14. Nous pensons que, malgré la lecture de certains rapports, documents (ou même et surtout quelques interviews), cette étude sera, malheureusement, de plus en plus décevante dans la mesure où les derniers témoins disparaîtront.
15. C'est le titre de l'article (p. 49 à 57 du colloque) écrit par le chef du S.H.A. (Service historique de l'Armée), le général Delmas, actuellement chargé des études sur la Deuxième Guerre mondiale au sein de l'I.H.C.C.
16. Troisième hypothèse l'ennemi tranche en attaquant dès qu'il pense pouvoir saisir à bras le corps une formation importante : soixante-dix hommes sur le Causse Méjean, deux mille sept cents au Mont Monchet...
17. « Les maquis F.T.P. » par R. Bourderon, colloque p. 87 à 98.
18. « Les maquis de l'O.R.A. » (Organisation de la Résistance de l'Armée) par le général G. Roidot, colloque sur les maquis, p. 99 à 115.
19. Après avoir été un moment encastrée dans les F.F.I.
20. Même si seulement 15 % des officiers de l'Armée en font partie.
21. Aux six articles déjà cités [les maquis dans la Résistance, dans la population, leur engagement, leur rapport avec le S.T.O., des types très caractéristiques (F.T.P. et O.R.A.)], ajoutons quatre études un maquis de l'AS. dans le bocage normand, un type de très grosse concentration inopinée (le Mont Mouchet), radio et information au maquis, manuels et enseignement.
22. « Maquisards : Chair et sang de la Résistance », tâcherons mal connus « victimes de légendes noires ».
23. Depuis quelques années ce comité a été absorbé par l'Institut d'histoire des conflits contemporains (I.H.C.C.).
24. Henri Noguères (Histoire de la Résistance, tome V, p. 604) dévoile épuisement, surexcitation, fureur au sein d'une colonne en une excellente description, fruit d'une expérience involontairement vécue en traversant Bédarieux que l'ennemi évacuait, il fut emmené comme suspect et « otage bouclier » pendant cinquante kilomètres.
25. L'anonyme « cheminot de la gare de Montpellier » chargé de signaler les « T.C.O. » (transports de corps opérationnels) était René Bouladou (adjoint et ami de Devic, ancien comme lui de la guerre de 1914-18 et poussé par le même « idéal » laïque); si ce chef avait parlé sous la torture, son sort et celui de l'interprète alsacien du « Banhof », Schaffner, qui le renseignait lui-même, auraient été vite réglé...
26. Pour les dernières heures de lutte, cette précision à apporter : la colonne venue de Rodez (qui avait abattu un avion à la Pezade et capitula après une attaque aérienne à Salinelles) cherchait à éviter les grandes routes à cause de ce danger (au point d'utiliser une voie non goudronnée avant Grabels) et, bien entendu, les villes. Elle fit étape à Montferrier où, le lendemain partant vers Sommières, elle laissa en arrière garde sur le Lez

quelques camions qui, se repliant eux-mêmes le soir, furent mis à mal par des rafales venues de ce village perché.

27. Sur l'Esplanade de Montpellier.
28. Nous avons savouré cette attaque car c'est sur cet auteur que s'appuie H. Noguères (Histoire de la Résistance, T. V, p. 616) pour nous accuser d'avoir plus que doublé le nombre de prisonniers allemands du combat de Tornac (tout en acceptant deux pages plus loin la liste détaillée d'un butin qui correspond exactement à l'équipement de l'effectif cité), alors qu'il était nécessaire, bien entendu, d'englober les blessés et tous ceux qui furent cueillis dans les communes voisines au cours du lendemain de la reddition du gros sur la route même.
29. Travaux de G. Bouladou : *La vallée du Gardon de Saint-Germain-de-Calberte (Lozère), Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, 17, 1946, p. 38-59 (= résumé d'un Diplôme d'études supérieures de géographie, sous la direction de P. Marres, commencé dans l'illégalité, entre août 1943 et mars 1944, et soutenu, en 1945, grâce à une permission ; *Carte des internés, déportés, fusillés, victimes civiles ou « Carte de la souffrance »*, Paris, 1964 (54 x 40 cm ; travail réalisé dans le cadre du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale par son unique correspondant dans l'Hérault, chargé de la « statistique de la déportation ») ; *Contribution à l'étude de l'histoire de la Résistance dans le département de l'Hérault (1940-1944)*, Montpellier, 1965, Doctorat de 3e cycle d'histoire en faculté des Lettres (étude du correspondant du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale chargé, depuis 1957, de la chronologie de la Résistance dans le département) ; Les maquis du Languedoc, dans la Libération, *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 55, juillet 1964, p. 55-80 ; La géographie et les événements de la Deuxième Guerre mondiale dans le département de l'Hérault, *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, 37, 1966, pp. 479-505 et 589-618 ; Guérilla dans les Cévennes, compte rendu de A. Vielzeuf, « Et la Cévenne s'embrasa », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 67, juillet 1967, pp. 64-67; Aspect de la répression dans le Gard, compte rendu de A. Vielzeuf, « Au temps des longues nuits », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°79, juillet 1970, pp. 126-128 ; Des Héraultais dans l'Aveyron en guerre, *Actes du 96e Congrès national des sociétés Savantes, Toulouse 1971, Section d'histoire moderne et contemporaine*, I, Paris, 1976, pp. 281-298 ; Les forces Françaises de l'intérieur cévenoles, compte rendu de A. Vielzeuf, « Demain du sang noir », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°85, janvier 1972, p. 124-126 ; Les maquis du Massif central méridional, essai de bibliographie régionale critique et thématique, *Bulletin régional de la Société des professeurs d'histoire et de géographie*, n° 1, 1972, p. 16-29 ; Textes concernant le département de l'Hérault dans *La Deuxième Guerre mondiale en Languedoc-Roussillon, 1939-1945*, Montpellier, 1974, Annales du C.R.D.P. (quarante documents - textes, cartes, graphiques - dont trois pour le Gard et quatre sur l'Aude ou l'Aveyron) ; *Les maquis du Massif central méridional, (1943-1944)*, Montpellier, université Paul-Valéry, 1974 (et Service de reproduction de l'université de Lille, 1975), thèse de Doctorat d'État *ès* Lettres, deux volumes, 953 p. ; Organisation, vie et activité des maquis F.T.P.F. dans l'Aveyron méridional et le Tarn, compte rendu de R. Fournier, « Terre de combat », *Bulletin du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°212, août-octobre 1974, p. 35-37 ; Camisards et maquisards, *Colloque international d'histoire militaire*, Montpellier 1974, p. 57-68 ; Les maquis de la région de Montpellier, *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 112, octobre 1978, p. 67-68 (mise au point bibliographique sur les ouvrages parus de 1974 à 1976).
30. Travaux publiés au 2e trimestre de 1986 par les soins de l'université de Toulouse-Le Mirail (410 pages, Eché Éditeur).
31. Un des chefs de la résistance en Haute Lozère fouillant encore ces jours-ci, à notre demande, dans sa mémoire n'y trouve que le souvenir d'un seul officier (père de maquisard) venu se présenter pour servir.
32. Pour les Pyrénées-Orientales et la Lozère, on n'atteint pas le chiffre de cinquante exécutés (pour chacun de ces départements).

PUBLICATIONS DE L'ENTENTE BIBLIOPHILE

2, rue Girard, 34000 MONTPELLIER

1) Henri d'AGUESSEAU, **Mémoire secret pour M. le Duc de Roquelaure allant commander en Languedoc**, publié pour la première fois sur le manuscrit retrouvé, datant de 1706, avec introduction et notes biographiques par Gaston VIDAL, Président de l'Entente Bibliophile de Montpellier, Montpellier, 1958, 1 volume in-8° de 120 pages .....épuisé
2) **L'Ombre d'Amarante**, pièce demeurée inconnue sur la Marquise de Ganges (assassinée le 17 mai 1667), document d'époque qui livre enfin la clé de ce drame mystérieux présenté, mis en lumière et annoté par Gaston VIDAL, Président de l'Entente Bibliophile de Montpellier, Montpellier, 1959, 1 volume in-8° de 76 pages ....épuisé
3) J.-B. FAVRE, **Lettres à son neveu le Chevalier de Saint-Castor (1774-1782)**, publiées pour la première fois, intégralement, avec introduction, notes et documents inédits par Marcel BARRAL, agrégé de l'Université, Vice-président de l'Entente Bibliophile de Montpellier, Montpellier, 1960, 1 volume in-8° de 185 pages.....épuisé
4) **Mémoires historiques (1781-1815) du Chevalier de Forton, Officier de Marine**, publiés pour la première fois sur le manuscrit autographe de cet historien réputé, présentés et annotés par Gaston VIDAL, Secrétaire général de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, Président de l'Entente Bibliophile de Montpellier, Montpellier, 1961, 1 volume in-8° de 124 pages..... .....épuisé
5) **Les souvenirs d'émigration du Baron d'Icher-Villefort**, présentés par Gaston LAURANS, avant-propos de Marcel BARRAL, Vice-président de l'Entente Bibliophile de Montpellier, Montpellier, 1975, 1 volume in-8° de 164 pages ; prix .....65 F.
6) J.-P. THOMAS, **Précis historique des événements arrivés à Montpellier pendant les Cent Jours de l'Interrègne**, publié pour la première fois sur le manuscrit autographe de ce grand historien de Montpellier, présenté et annoté par Gaston VIDAL, Président de l'Entente Bibliophile, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, Montpellier, 1976, 1 volume in-8° de 100 pages ; prix.....65 F.
7) P. SERRES, **Abrégé de l'histoire du Calvinisme de la ville de Montpellier**, publié pour la première fois avec des extraits inédits de l'Histoire de la Ville de Montpellier, introduction critique et historique, notes et index des noms cités par Marcel BARRAL, professeur à l'Université Paul-Valéry, Vice-président de l'Entente Bibliophile, et Michel PERONNET, Maître de conférences d'Histoire moderne à l'Université Paul-Valéry, Directeur par intérim du Centre d'Histoire de la Réforme et du Protestantisme, Montpellier, 1977, 1 volume in-8° de 140 pages ; prix .....80 F.
8) J.-P. THOMAS, **Mémoire sur la place du Peyrou**, publié pour la première fois *in extenso* sur le manuscrit autographe retrouvé de ce grand historien de Montpellier, présenté par Gaston VIDAL, Président de l'Entente Bibliophile, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, Montpellier, 1981, 1 volume in-8° de 166 pages ; prix .....90 F.
9) J. ROUDIL, **Œuvres poétiques languedociennes et françaises**, publiées pour la première fois sur un manuscrit retrouvé avec introduction, notes et glossaire par Marcel BARRAL, professeur à l'Université Paul-Valéry, Vice-président de l'Entente Bibliophile. Montpellier, 1982, 1 volume in-8° de 230 pages ; prix .....100 F.
10) J. ROUDIL, **Suite des Œuvres poétiques languedociennes et françaises**, publiées pour la première fois sur un manuscrit retrouvé avec introduction, notes et glossaire par Marcel BARRAL, professeur à l'Université Paul-Valéry, Vice-président de l'Entente Bibliophile, membre de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier. Montpellier, 1983, 1 volume in-8° de 242 pages ; prix.....130 F.
11) Th. de ROSSET, **Les Portraits des plus belles dames de la ville de Montpellier** publiés sur l'exemplaire unique de la Bibliothèque de Lunel (1660) avec introduction et notes par Marcel BARRAL, professeur honoraire à l'Université Paul-Valéry, Vice-président de l'Entente Bibliophile, membre de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, Montpellier, 1985, 1 volume in-8° de 134 pages .....épuisé
12) LA SELVE, **Les Amours infortunées de Léandre et d'Héron**, publié d'après l'exemplaire unique de la Bibliothèque Municipale de Montpellier avec introduction et notes par Jean-Claude BRUNON, maître de conférences à l'Université Paul-Valéry, Montpellier, 1986, 1 volume in-8° de 148 pages.....160 F.

Année de parution : 1987

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1986-1987

J. GUILAINE, J. COULAROU, L'habitat néolithique de Roquemengarde à Saint-Pons de Mauchiens ;

R. ARIS, Notes sur l'histoire d'Agde ;

D. GARCIA, L'âge du Fer dans la Moyenne Vallée de l'Hérault ;

Jean-Luc FICHES, L'oppidum d'Ambrussum à Villetelle ;

M. FEUGERE, A. F. LAURENS, M. G. COLIN, Note sur la découverte du trésor d'argenterie antique de Béziers ;

A. DURAND, Propositions de datations pour quelques documents du Cartulaire d'Aniane ;

André SOUTOU, Le Prieuré et l'église Saint-Étienne de Prunet sur le Causse d'Aumelas ;

M. H. PRIEUR, Sociologie d'un quartier de Montpellier au XVe siècle : le quartier Sainte-Anne ;

M. VEYSSIERE, Évocation de Guillaume Briçonnet, évêque de Lodève de 1489 à 1519 ;

R. GUIRAUD, Un chirurgien au temps de Louis XIV à Lunel ;

C. NEGROU, Délinquance et rapports sociaux d'après le procès de l'ordinaire de Pérols et de Grabels (1618-1741) ;

Alain DEGAGE, L'amirauté de Cette de 1691 à 1735, 3ème partie ;

Gilbert LARGUIER, Conseil de Ville et pouvoirs en Languedoc à Narbonne (milieu XVIe-milieu XVIIe siècle) II ;

H. DE VERGNETTE, Un drame entre deux familles de Béziers au XVIIe siècle : les Lort de Sérignan et les Gep ;

Henri MICHEL, Mireille LAGET ; Mireille Laget, Promis au Royaume ; Bibliographie des travaux de Mireille LAGET ;

G. BONET, Documents pour servir à l'histoire du coup d'État du 2 décembre 1851 à Montpellier (Témoignage d'Eugène Guiter) ;

E. KHAYAD-JIAN, La question arménienne dans « l'Éclair » de Montpellier ;

F. ARZALIER, Trois ans de journalisme militant en Languedoc : Jules Guesde à Montpellier ;

P. PISTRE, L'itinéraire singulier d'un franc-maçon : Jean-Jacques Martin (1862-1955) ;

J. SMETS, Histoire d'une famille paysanne à travers ses documents privés ;

G. MERIAN, Les filatures de soie : naissance d'une architecture ;

Jean-Claude BARTHEZ, Siran en Minervois ;

J.-C. BESSAC, Le travail traditionnel de la pierre tendre dans la région de Castries ;

P. LAURENCE, La facture du hautbois en Languedoc oriental ;

P. AUSSEL, La toile de maison ou l'or des Ruffes.

CHRONIQUES :

Henri MICHEL, Chronique d'Histoire Moderne (1981-1984) ;

Louis SECONDY, L'enseignement secondaire en Languedoc-Roussillon, état de la recherche en 1986 ;

Gérard BOULADOU, Vers un regain des recherches sur le maquis ?

NOTES DIVERSES :

A. MOLINIER, Jean Bernard Elzière : Histoire des Budos, seigneurs de Budos en Guyenne et de Portes Bertrand en Languedoc ; L'abbaye bénédictine de Saint-Félix-de-Montceau ;

Y. MANNIEZ, Les seigneurs de Villeneuve-lès-Béziers, leurs rapports avec l'Albigeois et le Rouergue ;

Jean SAGNES, Le mouvement ouvrier dans un département viticole, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres ;

G. GILLAND, Le pont de Gignac ;

H. BELUGOU, Note sur « Contes et légendes en Languedoc » ;

Jean-Claude RICHARD, Table des sommaires (1970-1987).